

*Vous avez entre les mains le premier numéro du nouveau journal de la section SUD de la DG. Ce nouveau support nous permettra de vous rendre compte régulièrement de notre activité et de vous faire connaître notre point de vue sur différents sujets.*

*Ce premier numéro coïncide avec les annonces gravissimes du gouvernement sur la fonction publique : elles montrent que le gouvernement a bien l'intention de suivre les préconisations du rapport Cap 2022. G. Darmanin a déclaré le 28 octobre qu'il souhaitait réserver le statut de fonctionnaire à celles et ceux qui exercent des fonctions « régaliennes ». Les autres fonctions auraient vocation à être remplies par des contractuels. Le gouvernement souhaite également mettre en place des plans de départs volontaires pour inciter les fonctionnaires à partir, individualiser les salaires et renforcer les pouvoirs de la hiérarchie. Un projet de loi sera déposé début 2019. SUD vous informera et cherchera à organiser la mobilisation.*

## **Réforme des retraites : attention danger !**

Si on ne connaît pas encore le détail de la future réforme des retraites, on en connaît les grands axes, qui sont évidemment régressifs.

D'une part, nous passerions d'un régime à « prestations définies » (où le niveau des pensions de retraites est garanti, en fonction des derniers salaires) à un régime à « cotisations définies » : on sait combien on cotise, mais pas ce qu'on reçoit. À l'âge de la retraite, on aura cumulé un certain nombre de « points » dont la valeur pourrait devenir une variable d'ajustement. François Fillon avait très bien expliqué, dans un moment de sincérité (et de cynisme) pourquoi il défendait la retraite par points (<http://urlz.fr/7Y0f>) : « le système par points, cela permet une chose qu'aucun homme politique n'avoue : ça permet de baisser chaque année la valeur des points et donc de diminuer la valeur des pensions ».

D'autre part, le calcul du niveau de la pension change puisqu'il ne dépendra plus des salaires des 6 derniers mois, mais de ceux de l'ensemble de la carrière. Une baisse générale est donc attendue. Et cela particulièrement pour les agents ayant commencé « en bas de l'échelle », pour celles et ceux s'étant « permis » des temps partiel (plutôt les femmes), ...



### **La Sociale :**

*On vous conseille de regarder « La Sociale ».*

*Ce documentaire retrace l'histoire de la sécurité Social : sa naissance au sortir de la guerre ; les attaques dont elle fait l'objet depuis...*

Enfin, l'entourloupe du gouvernement sur le maintien de l'âge de départ à la retraite à 62 ans a été dévoilée. Aujourd'hui, on peut partir à 62 ans avec une retraite à taux plein si on a le nombre d'annuités requises. Demain, ce ne sera plus possible. En dessous d'un âge « pivot » fixé

(dans un premier temps) à 63 ans, les retraités subiront une décote sur leurs pensions.

Macron veut casser ce qu'il reste de nos acquis sociaux et s'apprête à nous faire basculer dans un système individualiste qui ferait exploser les inégalités.

## **HMI : Le prélèvement à la source**

Jeudi 8 novembre, nous avons invité deux syndicalistes de Solidaires Finances Publiques. Ils nous ont expliqué en quoi le prélèvement à la source, loin de simplifier le recouvrement de l'impôt, allait le transformer en usine à gaz. Avec l'intervention d'un tiers collecteur (les employeurs), de nombreuses erreurs sont à craindre. Et la charge de travail des agents de la DGFIP augmente...

Alors pourquoi cette réforme ? Nos collègues craignent que cela cache une prochaine étape : la mise en place d'une « flat tax » (taux unique) en remplacement de l'impôt sur le revenu (progressif et donc plus équitable). Macron a déjà mis en place une flat tax pour les revenus du capital, permettant aux plus riches d'amoindrir leur contribution à l'impôt. Le gouvernement, avec cynisme, pourrait s'appuyer sur la complexité du nouveau système, pour le « simplifier » et supprimer la progressivité de l'impôt sur le revenu ! Nous soutenons les impôts progressifs qui permettent une redistribution des richesses.

En outre, de nombreuses missions de la Dgfip pourraient être externalisées à des agences... c'est ce que préconise le rapport CAP 2022 ! A suivre...

## Ah les paternalistes ! Les femmes ont tant à apprendre d'eux.

Avez-vous répondu au sondage Ipsos pour l'Observatoire Interne 2018 ? Celui qui nous donne la parole sur notre quotidien au travail.

Moi oui. Bon dès le début j'ai trouvé l'image mal choisie. Vous avez remarqué ? D'un côté, deux hommes en costume discutant autour d'un paperboard avec de beaux graphes, ambiance sérieuse, scientifique. De l'autre, deux femmes discutant de... bah, on sait moins ; peut être sont-elles en pause café (moi, j'ai remarqué la tasse de café, les dossiers fermés, le fauteuil confortable). En tout cas, deux groupes de « travail » générés.

Mais ils avaient mis de la féminisation (« êtes vous prêt(e) », « vous êtes très satisfait(e) ») et un collègue ayant rempli le formulaire m'avait assuré que le thème de l'égalité professionnelle homme/femme était abordée alors je suis passée outre ce choix d'image douteux.

J'ai répondu au questionnaire, mais à ma grande surprise, rien sur l'égalité professionnelle. J'ai demandé à une collègue ; elle n'avait rien vu non plus. Un doute, le volet égalité professionnelle homme/femme serait-il réservé aux hommes ? Non ça serait ridicule. Et pourtant, il semblerait que si !

Les hommes ont donc pu dire s'ils étaient intéressés ou pas pour « participer à des formations ou conférences sur le thème de l'égalité femmes hommes ». Hum..., peut être que cette connaissance est innée chez moi, que seul les hommes doivent se former.

Les hommes ont pu dire s'ils étaient intéressés ou pas pour « s'engager dans un club d'ambassadeur d'hommes (consulat et association aux actions en faveur de l'égalité) ». Ah ?! Ça se précise ! Les actions en faveur de l'égalité se feront donc sans nous. Laissons les hommes se consulter et agir pour mon bien, pour l'égalité. Visiblement, je n'ai pas les capacités pour le faire.

Enfin, les hommes ont pu dire s'ils étaient intéressés ou pas pour « accompagner une femme par le tutorat dans son évolution de carrière ». Oublions la sororité, pourquoi me demander d'aider d'autres femmes alors que des hommes peuvent le faire. Ah les paternalistes, ils seront toujours là pour me guider !



|  | oui et vous êtes intéressé par plus d'information sur le sujet | non pas vraiment      | ne sait pas           |
|--|--|-----------------------|-----------------------|
| Accompagner une femme par le tutorat, dans son évolution de carrière   | <input type="radio"/>  | <input type="radio"/> | <input type="radio"/> |
| Vous engager dans un club d'ambassadeurs d'hommes (consultation et association aux actions en faveur de l'égalité) | <input type="radio"/>  | <input type="radio"/> | <input type="radio"/> |
| Participer à des formations ou conférences sur le thème de l'égalité femmes hommes                                 | <input type="radio"/>  | <input type="radio"/> | <input type="radio"/> |

Alors oui à des hommes qui se battent pour l'égalité mais pas pour nous (les femmes ne seront pas les seules gagnantes d'un monde plus égalitaire), pas à notre place, pas en oubliant que les femmes sont aujourd'hui les principales impactées par le sexisme.

*Une femme*

## Intempéries de l'hiver dernier

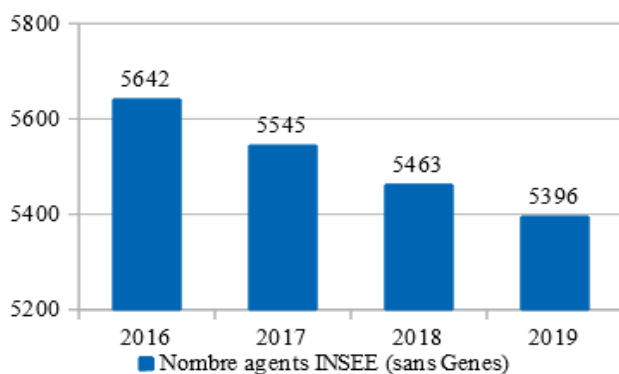
Souvenez vous, en février dernier, la neige recouvrait tout. Tout ? Oui tout, même les routes et les voies ferrées. Privés de moyen de transport, des agents n'ont pas pu venir travailler. La direction leur avait alors demandé de régulariser leur absence par une journée de congé. Pourtant, dans le passé, la direction accordait une journée de 4 heures (correspondant aux deux plages fixes quotidiennes) aux agents n'ayant pas pu venir travailler en raison de circonstances exceptionnelles. Nous avons revendiqué l'application de cette jurisprudence pour les agents victimes des intempéries.

Sans réponse, nous avons formulé un vœu lors du CTSCR (Comité Technique du Service Central de Réseau) du 7/3/2018 : « Les élu-e-s en CTSCR demandent qu'en cas de circonstances exceptionnelles entravant les déplacements (arrêt de transports en commun, conditions climatiques...), les agents en faisant la demande obtiennent un crédit de 4 heures (soit deux plages fixes) pour ceux n'ayant pas pu se déplacer et un crédit d'une journée (7h30) pour ceux ayant pu venir au travail, ceci sans être pénalisés sur d'éventuelles absences sur plage fixe ». Ce vœu proposé par la liste CGT-SUD avait été voté à l'unanimité.

La direction nous avait répondu que tous les cas avaient été traité avec bienveillance et que si nous avions connaissance d'agents ayant eu des difficultés, il ne fallait pas hésiter à les faire remonter. Ce que nous avons fait. Après plusieurs mois de relance, nous avons fini par obtenir l'annulation des jours de congés déposés et l'obtention d'un crédit d'heures de 4 heures pour tous les agents qui s'étaient signalés auprès de nous en réponse à notre mail.

Nous verrons si la direction se souvient de notre revendication lors de prochaines circonstances exceptionnelles que l'hiver prochain pourrait nous réserver.

### Des effectifs toujours en baisse



## ***Syndicalisme de complaisance...***

A l'Insee comme ailleurs, certains syndicats, au lieu d'agir pour la défense des agents, se complaisent à relayer la communication de la direction. Pour exemple, sur un sujet aussi sensible et important pour le devenir de notre institution que le récent rapport CAP 22, il nous semble relever du rôle des syndicats de proposer un éclairage et de mettre en garde contre les menaces que représente ce rapport. C'est ce que nous avons fait en organisant, avec la CGT, une HMI le 20 septembre et en interpellant le conseiller du ministre sur ce sujet lors des échanges qui ont eu lieu suite à l'inauguration du nouveau site de l'Insee.

Dans le même temps, la CFDT a affirmé dans un mail envoyé le 26 septembre que « la piste évoquée dans le rapport CAP 2022, de transformation de l'institut en agence n'est pas retenue. ». Sur quoi s'appuyait cette affirmation ? Sur les seuls dire de la direction. En effet, ce mail était un « copier-coller » d'une communication de la direction, « copier-coller » non assumé car n'indiquant pas sa source. Il nous semble étrange qu'une organisation syndicale reprenne à son compte, sans aucun recul ni élément d'analyse, la communication de la direction. C'est encore plus problématique quand elle se montre plus royaliste que le roi. En effet, la direction écrivait « la piste évoquée par le rapport CAP 2022, relative à la création d'agences pour différents services du ministère, n'est pas reprise dans le cadre de cette contractualisation ». Autrement dit, à l'heure actuelle, aucune décision n'a été prise par le gouvernement en vue de transformer l'Insee en agence. Mais nous n'avons aucune garantie pour l'avenir.

Dans un style assez proche, la CFE-CGC ne s'est pas cachée de son enthousiasme concernant la venue du ministre et de Jean-Luc Tavernier « qui nous ont fait l'honneur de leur présence » et oublie bien vite, grâce à cette petite mise en scène et à quelques compliments, les attaques du gouvernement contre notre Institut. Dans le même texte, l'humour de Jean-Luc Tavernier est mis en avant. Effectivement notre directeur a plaisanté sur l'état de vétusté de la tour. N'était ce pas de son ressort de se battre pour améliorer les conditions de travail à MK1 ? S'est il battu pour que des travaux soient fait dans la tour en attendant notre déménagement ? Les derniers hivers et étés ont été

particulièrement difficiles (problèmes de climatisation notamment) pour les agents de MK1 (et de MK2).

Nous espérons qu'il saura écouter et régler les problèmes déjà remontés par les agents et par les organisations syndicales sur ce nouveau bâtiment plutôt que d'en rire avec nous.

## ***Rencontre avec Bertrand Sirven, conseiller auprès du ministre de l'Économie et des Finances***

Nous, plus que les grands discours, on aime le dialogue. Alors, quand on a su que le ministre de l'Économie et des Finances venait inaugurer White, on a demandé à le rencontrer. Parce que parler aux agents de l'Insee c'est bien mais les écouter c'est mieux, non ? La visite des bureaux a pu permettre ça, mais nous, paranos, on s'est dit que les agents accueillant leur ministre n'oseraient peut-être pas poser les questions qui fâchent devant toute la hiérarchie. Sud DG a donc demandé à le rencontrer. Emploi du temps de ministre oblige, c'est son conseiller qui s'est libéré.

Nous y sommes allés avec une question toute simple : le ministre s'engageait-il à ce que l'Insee ne soit pas transformé en agence comme le conseille le rapport CAP 22 ? Nous avons expliqué que, selon nous, le statut de fonctionnaire était une des meilleures garanties de l'indépendance de l'Insee. Le conseiller n'a pris aucun engagement et a cherché à nous rassurer en nous assurant qu'il n'avait pas entendu parler de ça. Restons vigilant...

Puisqu'on était là, on a aussi fait remarquer la forte baisse des effectifs dans la fonction publique, diminution qui nuit à nos missions. Souvenons-nous que le président avait promis une baisse de 50 000 fonctionnaires. Le conseiller a assumé ces décisions et nous a rappelé que l'Insee n'était pas la plus touchée des administrations. Ne vous plaignez pas, c'est pire ailleurs ! Sauf que nous, solidaires de nos collègues et usagers des services publics, ça ne nous rassure pas.

## ***Retour sur l'AG du 20 septembre***

En intersyndicale avec la CGT, nous avons organisé une Assemblée Générale le 20 septembre sur le rapport CAP 22. Nous y avons présenté le rapport, parlé des retraites et tracé un parallèle avec la Suède avant de lancer les discussions. Les agents présents ont semblé inquiets de ce que propose le rapport et prêts à défendre le statut de l'Insee et donc son indépendance.

Cette AG précédait la journée de mobilisation du 9 octobre appelée par Solidaires, CGT, FO... et rassemblant le public, le privé, les étudiants, les retraités... Vous pouvez retrouver les revendications sur le site de Solidaires Finances :

<http://www.solidairesfinances.fr/index.php/actualites-federales/journees-d-actions/actions-2018/9-octobre-2018>

## Élections professionnelles : votez Sud !

À la DG (qui regroupe White et le CSM), nous présenterons une liste SUD pour défendre les intérêts des agents face à la direction de l'Insee mais aussi face au gouvernement.

Alors que des attaques graves nous menacent (CAP 22 entre autres), ces élections sont aussi un moyen d'expression. En votant pour nous, vous soutiendrez un syndicalisme qui ne se contente pas de siéger passivement dans les différentes instances. Nous y siégerons, bien sûr, pour défendre vos intérêts, mais nous chercherons surtout à vous informer et à vous défendre au quotidien, à organiser des HMI, des AG, à construire un rapport de force.

Vous aurez la garantie d'avoir des élu·e·s indépendant·e·s de la direction, déterminé·e·s à défendre vos intérêts jusqu'au bout.

Vous trouverez notre profession de foi ici :

[http://www.sud-dg.fr/pdf/profession\\_de\\_foi\\_sud.pdf](http://www.sud-dg.fr/pdf/profession_de_foi_sud.pdf)

### Les candidat·e·s qui vous représenteront :

TREPOZ-SALOMON Mélinée  
THOMAS Sylvain  
HAMID Touria  
MONTBROUSSOUS Adrien  
MARMIN Céline  
GÔME Hadrien  
CHEMIN Cécile  
PENSEC Thomas  
MULLER Roxanne  
BILLOT Sylvain  
ANTCZAK Marie  
MONTEL Olivier  
GONZALEZ Chloé  
JOURDY Paul

## Retour sur la HMI sur Mai 68

Le 19 juin dernier, nous avons organisé une HMI sur Mai 1968 avec l'historienne Ludivine Bantigny, qui a écrit l'ouvrage « 1968. De grands soirs en petits matins » (<http://urlz.fr/7RWm>). Nous avons pu dialoguer avec elle sur ce que fut Mai 68 et toutes les questions soulevées à l'époque et restant d'actualité aujourd'hui. Pour approfondir le sujet, vous pouvez consulter la revue « Les Utopiques » publiée par l'union syndicale Solidaires, dont le n°7 est entièrement consacré aux événements de 68 (en France, mais pas seulement) :



<http://www.lesutopiques.org/utopiques-n7-mai-68-netait-quun-debut/>

Nous avons eu des retours positifs de cette HMI qui traitait un sujet large, non restreint à l'Insee. Nous essaierons donc d'organiser régulièrement des rencontres avec des chercheurs et des militants pour approfondir des sujets propres à l'Insee mais aussi des thèmes plus diversifiés. Toutes vos suggestions (et vos participations) sont bien sûr les bienvenues !

## Le calendrier social de cet automne

L'automne a été comme les autres saisons bien remplie entre les réunions de « dialogue social » avec la direction, l'organisation de HMI ou d'AG et la participation aux manifestations.

En tant qu'élu·e·s au CTSCR nous participons toute l'année à des « Groupe de Travail » (GT) portant sur des thèmes prédéfinis et récurrents comme le GT Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail ou des thèmes d'actualités et ponctuels comme la réunion que nous avons demandée avec la CGT pour faire un premier bilan de la réorganisation des fonctions supports.

N'hésitez pas à nous contacter avant ces réunions (ou dès que besoin !) pour que nous puissions faire remonter vos revendications, inquiétudes, propositions...

|              |  |
|--------------|--|
| 20 septembre | HMI CAP 22 organisée par CGT et SUD  |
| 4 octobre    | Groupe de Travail : Élaboration des DUERP et suivi des PAP                                 |
| 9 octobre    | Journée de mobilisation interprofessionnelle   |
| 15 octobre   | Rencontre avec Bertrand Sirven, conseiller auprès du Ministre de l'Économie et de Finances |
| 18 octobre   | Groupe de Travail : Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail                             |
| 7 novembre   | Comité Technique du Service Central de Réseau (CTSCR)                                      |
| 8 novembre   | HMI sur le prélèvement à la source   |
| 22 novembre  | Réunion avec la direction suite à la réorganisation des fonctions supports à la DG         |



Nous contacter et suivre notre actualité :  
Mail de la section DG : :DG75-Syndicat SUD  
Site national : <http://www.sudinsee.org/>